



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 13– 26 mai 2021

En bref

La représentante américaine au commerce du président Joe Biden, Katherine Thai, a fait part au Mexique de ses vives préoccupations concernant les politiques du pays, qui semblent nuire aux investissements étasuniens, notamment dans le secteur des énergies renouvelables. Celle-ci est intervenue à l'occasion de la dernière réunion de la commission de libre-échange prévue par l'accord Etats-Unis-Mexique-Canada. Le secteur étasunien de l'énergie estime que le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) exerce une discrimination à l'encontre des entreprises américaines, avec l'adoption de modifications importantes à la loi sur l'électricité et à la loi sur les hydrocarbures, qui ont changé les règles du marché et favorisent ainsi l'entreprise publique PEMEX et la Commission fédérale de l'électricité (CFE) au détriment des entreprises privées.

LE CHIFFRE À RETENIR

+14,8%

Attraction des investissements
Direct à l'étranger au premier
trimestre 2021.

Zoom sur les inégalités salariales entre hommes et femmes au Guatemala

Selon une étude menée par le cercle de réflexion ASIÉS et parrainée par l'UE, l'écart salarial entre les femmes et les hommes est de 12% au Guatemala. Le revenu mensuel moyen des femmes ayant un emploi formel est de 288 USD (2 252 GTQ) soit 8% de moins que la moyenne nationale et 12% de moins que le revenu d'un employé homme. Pour rappel, le salaire minimum officiel pour les activités non agricoles est de 394 USD (3075 GTQ). Alors que les femmes représentent 52% de la population guatémaltèque, elles ne représentent que 35% des emplois formels. L'ASIÉS précise qu'entre 2014 et 2019, le nombre de femmes employées a augmenté de 420 593. Cette étude ne prend pas en compte les emplois du secteur informel représentant 4,7 millions de personnes contre 2,5 millions pour l'emploi formel.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 26 mai, le Mexique enregistrait 222 232 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,62% en une semaine. 2 402 722 cas confirmés ont été enregistrés (+0,64% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Selon le SAT (administration de recouvrement de l'impôt), les recettes fiscales ont atteint 213 Mds MXN (8,9 Mds EUR) entre le 1^{er} et le 17 mai, soit quatre fois la collecte observée sur la même période l'année précédente. Les experts consultés ont déclaré que cette hausse des recettes fiscales est due à la reprise économique et l'efficacité de l'audit et de la collecte réalisés par le Service de l'administration fiscale (SAT). AMLO considère quant à lui que la bonne collecte de mai reflète une tendance positive à la consommation, qui a augmenté la collecte de la TVA.

3 ECONOMIE

L'économie mexicaine a connu au cours des trois premiers mois de l'année 2021 une croissance de 0,8% par rapport au dernier trimestre de 2020, selon l'INEGI. Le secteur primaire a notamment progressé de 0,7%, tandis que le secteur secondaire a cru de 0,5% et le tertiaire de 0,9%. Ces données marquent un recul sur le chemin de la reprise de l'économie mexicaine, puisque le PIB avait affiché une croissance de 12,4% et 3,3% au cours des deux trimestres précédents respectivement. L'INEGI estime que le rebond de la pandémie fin 2020 et la pénurie de gaz qui a touché le Mexique en février en raison d'une tempête hivernale au Texas ont affecté la

progression de l'économie au premier trimestre 2021.

Les analystes améliorent les prévisions 2021 de l'économie mexicaine, selon une enquête de Citibanamex. La croissance devrait atteindre 5% en 2021, contre 4,9% prévu précédemment. Les analystes consultés estiment que pour cette année, le niveau général des prix connaîtra une hausse de 4,87 %, contre 4,65 % estimé lors de l'enquête précédente. En outre, le consensus des analystes prévoit que Banxico maintiendra le taux d'intérêt de référence à 4 % cette année.

L'indice global d'activité économique au Mexique (IGAE) a enregistré en mars un rebond de 2,62% g.a., après une baisse en février, selon l'INEGI. Par groupes d'activités, la plus forte augmentation a été présentée par le secteur tertiaire avec un taux mensuel de 3,1%, sa plus forte augmentation depuis juillet 2020. Il est suivi par le secteur primaire avec une augmentation de 1,4%, après être resté constant en février. D'autre part, le secteur secondaire a augmenté de 0,7 %, ce qui constitue sa plus forte hausse depuis novembre 2020.

L'inflation a atteint 5,8% g.a. au cours de la première moitié du mois de mai 2021. Elle a notamment été affectée par la hausse des prix de l'énergie (l'essence : +32,5%), du poulet (+30,6%) et du transport aérien (+20,2%), selon l'INEGI. En effet, l'indice des prix des produits de base a crû de 4,22% g.a., son plus haut niveau depuis février 2018. Le prix des services a augmenté de 2,71% notamment, tandis que celui des marchandises est en hausse de 5,26%.

La valeur des exportations de marchandises mexicaines s'élevait à 40,7 Mds USD en avril 2021, ce qui représente une augmentation de 75,6% g.a., selon l'INEGI. Les exportations de pétroles se sont élevées à 2,6 Mds USD, soit une augmentation de 129% g.a., tandis que les exportations non pétrolières ont atteint 38,7

Mds USD, en augmentation de 73,1%. Les exportations automobiles ont augmenté de 379% g.a. notamment. D'autre part, les importations de marchandises ont atteint 39 Mds USD, ce qui implique une augmentation de 48,4% g.a.. Toutefois, en comparaison mensuel cela représente une hausse de 0,24%, indiquant une décélération des exportations par rapport au mois de mars (+4.04% g.m.), en raison du manque d'intrants et de la normalisation des échanges commerciaux.

La Chine pourrait attirer entre 10 et 20% des exportations mexicaines d'ici 2035 et ainsi contribuer à la diversification des partenaires commerciaux du Mexique, selon un rapport élaboré par T. Prazeres pour l'Atlantic Council. Rien qu'en 2020, celle-ci a capté 7,9 Mds USD d'exportations mexicaines, ce qui représentait 1,9% des exportations mondiales. En ce qui concerne les importations, le Mexique devrait continuer d'augmenter ses achats chinois, de sorte qu'ils pourraient atteindre 29 % en 2035. Cela représenterait une augmentation de plus de 10 points de pourcentage par rapport à 2020.

Le ministère de l'économie a informé que l'attraction des investissements directs à l'étranger (IDE) au premier trimestre 2021 s'est élevée à 11,9 Mds USD, soit son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre 1999. Aussi, l'attraction d'IDE a enregistré une augmentation de 14,8% g.a., et ce malgré la baisse de l'activité économique liée à la pandémie. Le traité de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) aurait notamment contribué à ces résultats positifs. 59,2 % des IDE provenaient du réinvestissement des bénéficiaires, 18,6 % de nouveaux investissements et 22,2 % de comptes interentreprises. Par secteur, l'industrie manufacturière a accaparé 46,6 % des IDE ; les services financiers et d'assurance 14,6 % ; l'exploitation minière 13,9% ; le commerce 11,5% ; l'énergie 3,4% ; et les autres secteurs 6,8%. En ce

qui concerne le pays d'origine, les États-Unis ont contribué à hauteur de 42,5 % aux IDE totaux, suivis par l'Espagne (12,1%), le Luxembourg (8,2%), le Royaume-Uni (5,5%), et le Canada (4,8%).

Le sud-est du pays est la région qui a reçu le moins d'IDE au cours du premier trimestre de 2021. Elle a reçu 1,2 Mds USD au T1 2021, captant ainsi 10% des IDE totaux entrés dans le pays entre janvier et mars. Le nord du pays a quant à lui capté 36,7% des IDE tandis que la région centrale et la région occidentale ont capté respectivement 25,9% et 27,4% des IDE.

Banxico annonce qu'elle effectuera deux opérations de financement en USD avec les ressources de la ligne « swap » de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), qui s'élève à 60 Mds USD. Les enchères auront lieu les 26 et 28 mai pour un montant de 400 M USD chacune. Les opérations auront une échéance de 84 et 79 jours, respectivement. Cela permettra de maintenir les liquidités sur les marchés de financement en USD pour le Mexique. Notamment, en raison de la crise sanitaire, l'autorité monétaire a organisé 10 opérations de ce type depuis mars 2020.

La base monétaire du pays, c'est-à-dire les billets de banque et pièces en circulation, a connu une augmentation de 19,3% g.a. au cours du mois d'avril 2021. La base monétaire a atteint 2 100 Mds MXN (87,5 Mds EUR), contre 1 790 Mds MXN (74,6 Mds EUR) enregistrés au cours du même mois de l'année dernière, selon les données de la Banque du Mexique. Cela est dû au fait qu'en période de crise, la banque centrale décide d'élargir la base monétaire.

L'agence de notation Fitch Ratings a ratifié la note du Mexique à BBB- avec des perspectives

stables. Cependant, le cabinet a déclaré que la faible gouvernance est l'un des points faibles du pays à considérer. Notamment la force des institutions, ainsi que les politiques microéconomiques se sont détériorés. Toutefois, l'agence estime qu'une croissance économique plus forte permettrait d'améliorer les perspectives pour le souverain.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

PEMEX a acquis la raffinerie de Deer Park à Houston, au Texas. Cette raffinerie était jusqu'ici exploitée à 50% par l'entreprise anglo-dutch Shell et à 50% par PEMEX. Le rachat des actions de Shell aurait coûté 600 M USD, selon AMLO. La raffinerie est l'une des plus grandes des États-Unis avec une capacité de production de 340 000 barils de brut par jour. L'acquisition de cette nouvelle raffinerie devrait permettre à PEMEX d'augmenter sa production de pétrole brut à 700 000 barils par jour.

Les autorités mexicaines ont annoncé ce mercredi 26 mai, que l'offre d'Alstom a été retenue pour le matériel roulant du Train Maya. Il s'agissait du plus important prospect d'Alstom sur le continent : 1,5 Md d'euros, financé sur crédits budgétaires de l'Etat. Il représente le contrat le plus important du groupe Alstom dans la région depuis son rapprochement avec la partie transport de Bombardier. Le Train Maya est un des trois projets portés directement par le Président mexicain depuis son arrivée au pouvoir en 2018. La victoire d'Alstom témoigne de la bonne disposition du Mexique à l'égard de la France. Ce lot du projet du Train Maya comprend notamment la construction, la fourniture et la mise en service de 42 nouveaux trains (diesel, électrique et bi-mode) avec des wagons d'une capacité variant de 250 à 450 places et le système de signalisation, de communication et de contrôle. La livraison du premier train devrait avoir lieu 25 mois après. Le début de l'exploitation est prévu fin 2023.

Alstom est en capacité de produire la majorité des équipements de ce projet au Mexique dans son usine de Sahagun dans l'Etat d'Hidalgo (à 100 km de Mexico). L'ingénierie sera réalisée dans les usines de Saint-Ouen. La part locale d'Alstom s'élève à 72 % (65 % demandé). Pour ce projet, Alstom est allié avec les groupes mexicains Gami ingeniería e instalaciones (Groupe INDI) et Construcciones urales. (filiale du groupe espagnol Azvi espagnol) - tous deux participent au consortium qui construit la section 3 du Maya Train, de Calkiní, Campeche, à Izamal, Yucatán.

Les Etats-Unis ont dégradé la note de sécurité aérienne du Mexique. Avec la rétrogradation de la catégorie 1 à la catégorie 2, l'administration fédérale devra se remettre en conformité avec les règles de l'International Aviation Safety Assessment Scheme (IASA). Tant que cette catégorie sera maintenue, les opérations aériennes mexicaines ne pourront pas augmenter sur le marché américain, le plus important pour le pays.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 26/05/2021
Bourse (IPC)	-0,56%	+33,11%	49 103,5
Taux de change USD/MXN	-0,25%	-10,78%	19,88
Taux de change EUR/ MXN	-0,12%	-1,39%	24,24
Prix du baril mexicain	-0,33%	+131,06%	62,80

Amérique centrale

1. Costa Rica

L'explosion de la dette publique costaricienne pose la question de la soutenabilité des finances publiques du pays. Atteignant 82,8% du PIB en 2020 et ayant connu une augmentation de 11% en à peine un an, la dette publique du Costa Rica explose. La hausse des taux d'intérêt, le déficit primaire et la forte contraction de la production nationale sont les principaux facteurs de cette augmentation.

2. El Salvador

Selon une enquête du cercle de réflexion Fusades, les revenus des entreprises salvadoriennes ont baissé de 28% g.a. sur la période novembre 2020-janvier 2021, illustrant le difficile rebond économique suite à la réouverture du pays. Les petites entreprises, qui ont vu leurs ventes chuter de 60% pendant la période de confinement, enregistraient encore une baisse de 33% g.a. des recettes sur les trois mois de réouverture économique. Les grandes entreprises ont quant à elles vu leurs ventes chuter de respectivement 47% et 19% sur les deux périodes. A fin janvier 2021, 87% des entreprises contactées pour l'enquête ont annoncé être en manque de liquidité, 74% en retard de créances et 40% ont des arriérés bancaires. Enfin, 58% des 719 entreprises contactées ont annoncé avoir dû licencier.

Le Ministère des finances et la Banque mondiale ont signé trois accords de prêts pour un montant total de 700 M USD destiné aux ministères de l'éducation (pour 250 M USD), de la santé (pour 250 M USD) et aux municipalités (pour 200 M USD). Les fonds alloués à la santé financeront des projets dédiés à l'amélioration des conditions de grossesse et de soins pour les nouveau-nés. Les

financements dédiés à l'éducation financeront des programmes d'accès à l'éducation de la petite enfance, soit un million d'enfants. Les 200 M USD alloués aux municipalités iront dans des projets d'infrastructures et de capital humain pour soutenir le développement de 262 municipalités.

3. Guatemala

L'ambassade de France, en partenariat avec le Centre d'Etudes Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA) et les Universités del Valle et Rafael Landívar organisent le jeudi 3 juin un Forum sur la gestion de l'eau au Guatemala. Ce forum, composé de six séquences réparties sur la journée et débutant à 9h (UTC-6), rassemblera des acteurs politiques, économiques, scientifiques et de la société civile pour débattre sur une meilleure gestion de l'eau pour le pays. Ce Forum sera diffusé en direct sur la page Facebook de l'Alliance française ([lien ici](#)).

4. Honduras

Les ministres honduriens des affaires étrangères, Lisandro Rosales, et de la coordination générale du gouvernement, Carlos Madero, étaient en visite officielle en France dans le cadre d'une tournée européenne pour présenter le plan de reconstruction national auprès des autorités. Les responsables honduriens ont présenté la situation sanitaire, environnementale et économique du pays, soulignant notamment la stratégie de relance économique et les conséquences des passages des deux ouragans en novembre dernier. Cette visite a aussi été l'occasion de promouvoir les différents mécanismes de financement bilatéraux mais aussi auprès de la BCIE pour des projets électriques, d'éducation et météorologiques notamment. L'entreprise Total Eren a par ailleurs eu l'occasion de présenter aux autorités honduriennes une proposition d'investissement

pour le projet éolien de San Marcos ambitionnant de produire jusqu'à 114 MW pour un investissement total entre 260 et 280 MUSD. Le Honduras a par ailleurs remercié l'action et l'aide humanitaire française lors des catastrophes naturelles de novembre 2020.

Les exportations de café (premier produit d'exportation du pays) ont atteint 750 M USD à huit mois de la récolte 2020/2021. L'institut hondurien du café (Ihcafé) a précisé que le pays a exporté pour 5 M de sacs de 46kg de café, soit une baisse de 12% g.a. principalement due aux tempêtes tropicales de novembre. L'institut estime que les exportations à la fin de la récolte en septembre devraient atteindre 1 Md USD. Le secteur génère environ 1,1 M d'emplois alors que seulement 15% des producteurs sont organisés en coopératives ou en entreprises.

5. Nicaragua

A fin avril 2021, la dette nicaraguayenne s'est élevée à 7,1 Mds USD soit une hausse de 1,7% par rapport à fin 2020 et l'équivalent de 70% du PIB selon la Banque centrale. Le service de la dette a atteint 105 M USD en avril dont 91% étaient destinés aux bailleurs multilatéraux. Certains économistes ont fait part de leur inquiétude sur le niveau d'endettement, notamment en relation à la chute drastique de l'attractivité du pays, plombant les IDEs. La dette extérieure nicaraguayenne avait augmenté de 300% g.a. en 2020 face à la crise économique et sanitaire que traversait le pays.

6. Panama

Le Ministère du Commerce et des Industries (MICI) annonce la possible réouverture de la mine d'or de Molejón dans la province de Colon. Alors que depuis 2014, la mine d'or de Molejón est à l'arrêt après que l'administration Varela ait retiré la concession octroyée en 1997 à

l'entreprise Petaquilla Minerals, sept ans plus tard, le MICI annonce que l'entreprise canadienne Broadway Minerals a présenté une offre au gouvernement panaméen de 230 M USD pour l'extraction d'or. Selon le MICI, l'Etat panaméen recevrait 25 M USD avec l'opération Broadway Minerals, sous forme de redevances et d'impôts sur le revenu. Aujourd'hui, le code minier régit les concessions publiques minières et impose aux entreprises exploitantes de payer une redevance équivalente à 4% des ventes. Pour l'heure, il est attendu de l'entreprise canadienne qu'elle remette au gouvernement une étude de gisement dans laquelle elle évalue la quantité de minéraux disponible afin de pouvoir réactiver ou non la mine. Si projet de remise en exploitation de la mine il devait y avoir, l'Etat a annoncé qu'il détiendrait une participation à hauteur de 50% dans la future raffinerie, aux côtés de Broadway Minerals.

Le FMI appelle au respect de la loi sur la responsabilité budgétaire. Après des prévisions élevées en termes de déficit public et de dette publique pour les années 2020 et 2021, le FMI recommande au Panama de renforcer la soutenabilité de ses finances publiques et de se conformer à la loi sur la responsabilité budgétaire. La norme budgétaire fixée par la loi a largement été contournée en 2020, si bien que le déficit public pour l'année 2020 a atteint 9% du PIB. La programmation budgétaire pluriannuelle du Panama, révisée en 2020, prévoit une trajectoire progressive de réduction du déficit public, jusqu'à atteindre 1,5% du PIB en 2025. Selon le FMI, le respect de la norme budgétaire garantira la soutenabilité de la dette.

Le FMI estime un taux de croissance de 12% pour le Panama en 2021. Selon le FMI, le programme de vaccination, la production de cuivre et la reprise des investissements privés, seront les trois piliers de la relance économique panaméenne. Néanmoins, l'institution financière internationale ne manque pas de noter les risques à moyen terme pesant sur l'activité économique, à savoir, des perturbations relatives au commerce mondial et aux flux de capitaux étrangers, ce qui aurait notamment un impact

négalif sur l'activité du canal et le secteur logistique. D'ailleurs, afin de se prémunir contre d'éventuels chocs externes, le Panama a sollicité une ligne de précaution et de liquidité (LPL) auprès du FMI en janvier 2021 pour un montant de 2,7 Mds USD.

Caraïbes

1. République Dominicaine

L'activité économique se dynamise en République Dominicaine. L'économie du pays a connu une croissance de 47,1% en avril 2021 par rapport à avril 2020, et de 3,3% par rapport à avril 2019. Parmi les secteurs qui ont le plus crû en avril 2021, figurent le secteur de la construction (566,9 %), celui de l'hôtellerie-restauration (140,7 %), les zones franches (82,6 %) et enfin les mines (60,6 %).

Les flux de devises étrangères captés par les transferts de fonds de migrants en constante augmentation et les exportations des zones franches ont notamment contribué à la stabilité du taux de change, permettant ainsi l'accumulation de réserves internationales atteignant 12,3 Mds USD, soit 14,7 % du PIB.

Malgré ces progrès, les besoins de ressources financières pour faire face à la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 et soutenir la relance restent importants. La Chambre basse a déjà approuvé un financement de 300 M USD avec la Corporation Andine de Développement (CAF) afin d'appuyer le programme de soutien d'urgence à la pandémie de COVID-19.

2. Cuba

Un nouveau passeport sanitaire se profile à Cuba. D'après une annonce faite par les autorités cubaines, l'Université des sciences informatiques

à Cuba travaille sur la création d'un passeport sanitaire cubain. Sur le certificat, qui sera accessible en version numérique, figurera un code QR qui indiquera les données personnelles (encryptées) de l'utilisateur, avalisées par le ministère de santé publique cubain et reconnue par l'OMS. Trois projets sont à l'étude : une page web où l'utilisateur introduirait les informations relatives à sa vaccination, générant automatiquement son passeport ; un second, via un système de vérification via le scan du QR code et un troisième dispositif appelé « billetera de pasaporte », contenant les informations relatives à la vaccination des membres de la famille de l'utilisateur. Le passeport sanitaire cubain, inspiré des projets de certificats déjà existants dans d'autres pays, permettra le déplacement des cubains et leur identification sanitaire aux frontières, l'identification sanitaire des étrangers vaccinés à Cuba, mais aussi la régulation de l'accès aux lieux publics ou aux évènements locaux de masse. Les autorités n'ont toutefois pas précisé, à ce stade, que les passeports sanitaires étrangers (et notamment européens) seront acceptés à Cuba.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 26 mai 2021</i>
Costa Rica	309 486 Décès : 3 908
Cuba	136 628 Décès : 912
Guatemala	250 296 Décès : 8 058
Haïti	14 037 Décès : 292
Honduras	234 923 Décès : 6 240
Jamaïque	48 101 Décès : 934
Nicaragua	7 324 Décès : 186
Panama	375 600 Décès : 6 357
El Salvador	72 821 Décès : 2 233
République dominicaine	286 269 Décès : 3 613

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>